



---

# ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

---

DEUXIÈME SESSION

QUARANTE-TROISIÈME LÉGISLATURE

## **Feuilleton et préavis**

**de l'Assemblée**

**Le mardi 24 mars 2026 – N° 46**

*Dix heures*

**Présidente de l'Assemblée nationale :  
Mme Nathalie Roy**

---



Partie 1  
**AFFAIRES COURANTES**

**DÉCLARATIONS DE DÉPUTÉS**

- La députée de Marie-Victorin sur le sujet suivant : *Reconnaissance de deux élèves de l'école secondaire Gérard-Filion.*
- Le député de Marquette sur le sujet suivant : *Souligner le 30<sup>e</sup> anniversaire de l'organisme Cumulus.*
- Le député de Drummond–Bois-Francs sur le sujet suivant : *Honneurs à la ferme Lansi, classée parmi les mieux gérées au Canada et la meilleure au Québec.*
- Le député de Saint-Henri–Sainte-Anne sur le sujet suivant : *Le communautaire à boutte dans Saint-Henri–Sainte-Anne.*
- La députée de Bonaventure sur le sujet suivant : *Club optimiste de Saint-Godefroi.*
- La députée des Mille-Îles sur le sujet suivant : *Souligner le 40<sup>e</sup> anniversaire du Centre d'écoute de Laval.*
- Le député de Nicolet–Bécancour sur le sujet suivant : *Hommage à M. Stéphane Desfossés.*
- La députée de Rimouski sur le sujet suivant : *Journée internationale de l'épilepsie.*
- Le député de Portneuf sur le sujet suivant : *Le Centre d'archives régional de Portneuf : gardien de notre mémoire collective.*
- Le député de la Côte-du-Sud sur le sujet suivant : *Hommage à M. André-Médard Bourgault.*
- Le député de Chapleau sur le sujet suivant : *Mon chez Nous.*
- Le député de Vachon sur le sujet suivant : *Hommage à la légion de Saint-Hubert.*

**DÉCLARATIONS MINISTÉRIELLES**

**PRÉSENTATION DE PROJETS DE LOI**

**DÉPÔTS**      a)      documents  
                  b)      rapports de commissions  
                  c)      pétitions

**RÉPONSES ORALES AUX PÉTITIONS**

**INTERVENTIONS PORTANT SUR UNE VIOLATION DE DROIT OU DE  
PRIVILÈGE OU SUR UN FAIT PERSONNEL**

**QUESTIONS ET RÉPONSES ORALES**

**VOTES REPORTÉS**

**MOTIONS SANS PRÉAVIS**

**AVIS TOUCHANT LES TRAVAUX DES COMMISSIONS**

**RENSEIGNEMENTS SUR LES TRAVAUX DE L'ASSEMBLÉE**

Partie 2  
**AFFAIRES DU JOUR**

**AFFAIRES PRIORITAIRES**

- 1) Débat sur la motion du ministre des Finances proposant que l'Assemblée approuve la politique budgétaire du gouvernement.

**DÉBATS D'URGENCE**

**DÉBATS SUR LES RAPPORTS DE COMMISSIONS**

**AUTRES AFFAIRES**

**I. Projets de loi du gouvernement**

*Adoption du principe*

- 2) Projet de loi n° 1  
Loi constitutionnelle de 2025 sur le Québec  
Présenté par le ministre de la Justice et ministre responsable des Relations canadiennes le 9 octobre 2025  
Rapport de la Commission des institutions (consultations) déposé le 24 février 2026  
Reprise du débat, ajourné au nom du député de l'Acadie le **18 mars 2026**, sur la motion de report de la députée des Mille-Îles proposant que la motion en discussion soit modifiée en retranchant le mot « maintenant » et en ajoutant, à la fin, les mots « dans 12 semaines »
- 3) Projet de loi n° 8  
Loi concernant l'entrée en vigueur de la Loi visant à considérer davantage les besoins de la population en cas de grève ou de lock-out  
Présenté par le ministre du Travail le **12 novembre 2025**
- 4) Projet de loi n° 10  
Loi protégeant les consommateurs contre les pratiques abusives de revente de billets et de renouvellement d'abonnements en ligne  
Présenté par le ministre de la Justice le 2 décembre 2025  
Rapport de la Commission de la culture et de l'éducation (consultations) déposé le **26 février 2026**

- 5) **Projet de loi n° 17**  
Loi modifiant principalement la Loi sur le stockage de gaz naturel et sur les conduites de gaz naturel et de pétrole aux fins d'encadrer les réservoirs souterrains et certaines conduites  
Présenté par le ministre délégué à l'Économie et aux Petites et Moyennes Entreprises le **5 février 2026**
- 6) **Projet de loi n° 20**  
Loi édictant la Loi visant à favoriser l'accès au logement et modifiant diverses dispositions concernant le domaine de l'habitation  
Présenté par la ministre responsable de l'Habitation le **11 février 2026**
- 7) **Projet de loi n° 25**  
Loi visant à accroître la confiance du public envers le système de justice en modernisant la déontologie judiciaire et mettant en œuvre certaines recommandations du comité de la rémunération des juges pour la période 2023-2027  
Présenté par le ministre de la Justice le **18 mars 2026**

*Étude détaillée en commission*

- 8) **Projet de loi n° 5**  
Loi visant à accélérer l'octroi des autorisations requises pour la réalisation des projets prioritaires et d'envergure nationale  
Présenté par le ministre des Finances le 9 décembre 2025  
Rapport de la Commission des finances publiques (consultations) déposé le 12 février 2026  
Principe adopté le **17 février 2026**, et  
Renvoyé à la Commission des finances publiques
- 9) **Projet de loi n° 7**  
Loi visant à réduire la bureaucratie, à accroître l'efficacité de l'État et à renforcer l'imputabilité des hauts fonctionnaires  
Présenté par la ministre responsable de l'Administration gouvernementale et de l'Efficacité de l'État et présidente du Conseil du trésor le 5 novembre 2025  
Rapport de la Commission des finances publiques (consultations) déposé le 3 décembre 2025  
Principe adopté le **4 décembre 2025**, et  
Renvoyé à la Commission des finances publiques

- 10)** Projet de loi n° 11  
Loi modifiant diverses dispositions principalement aux fins d'allègement du fardeau réglementaire et administratif  
Présenté par le ministre délégué à l'Économie et aux Petites et Moyennes Entreprises le 4 décembre 2025  
Rapport de la Commission de l'économie et du travail (consultations) déposé le 10 février 2026  
Principe adopté le **17 février 2026**, et  
Renvoyé à la Commission de l'économie et du travail
- 11)** Projet de loi n° 12  
Loi instituant la prestation de services de garde éducatifs à l'enfance par les personnes reconnues à titre de responsables d'un service de garde éducatif en communauté  
Présenté par la ministre de la Famille le 11 décembre 2025  
Rapport de la Commission des relations avec les citoyens (consultations) déposé le 17 février 2026  
Principe adopté le **18 février 2026**, et  
Renvoyé à la Commission des relations avec les citoyens
- 12)** Projet de loi n° 13  
Loi visant à favoriser la sécurité et le sentiment de sécurité de la population et modifiant diverses dispositions  
Présenté par le ministre de la Sécurité publique le 10 décembre 2025  
Rapport de la Commission de l'aménagement du territoire (consultations) déposé le 5 février 2026  
Principe adopté le **10 février 2026**, et  
Renvoyé à la Commission de l'aménagement du territoire
- 13)** Projet de loi n° 15  
Loi modifiant le Code des professions et d'autres dispositions principalement afin d'alléger les processus réglementaires du système professionnel et d'élargir certaines pratiques professionnelles dans le domaine de la santé et des services sociaux  
Présenté par le ministre du Travail le 12 décembre 2025  
Rapport de la Commission de la santé et des services sociaux (consultations) déposé le 12 février 2026  
Principe adopté le **19 février 2026**, et  
Renvoyé à la Commission de la santé et des services sociaux

- 14) Projet de loi n° 106  
Loi visant principalement à instaurer la responsabilité collective et l'imputabilité des médecins quant à l'amélioration de l'accès aux services médicaux  
Présenté par le ministre de la Santé le 8 mai 2025  
Rapport de la Commission de la santé et des services sociaux (consultations) déposé le 30 mai 2025  
Principe adopté le **3 juin 2025**, et  
Renvoyé à la Commission de la santé et des services sociaux

*Prise en considération de rapports de commissions*

- 15) Projet de loi n° 3  
Loi visant à améliorer la transparence, la gouvernance et le processus démocratique de diverses associations en milieu de travail  
Présenté par le ministre du Travail le 30 octobre 2025  
Rapport de la Commission de l'économie et du travail (consultations) déposé le 2 décembre 2025  
Principe adopté le 4 décembre 2025  
Rapport de la Commission de l'économie et du travail déposé le **26 février 2026** (amend. transmis en vertu de l'article 252 du Règlement)
- 16) Projet de loi n° 9  
Loi sur le renforcement de la laïcité au Québec  
Présenté par le ministre responsable de la Laïcité le 27 novembre 2025  
Rapport de la Commission des relations avec les citoyens (consultations) déposé le 10 février 2026  
Principe adopté le 12 février 2026  
Rapport de la Commission des relations avec les citoyens déposé le **17 mars 2026**

*Adoption*

## II. Projets de loi publics au nom des députés

*Adoption du principe*

- 17) Projet de loi n° 190  
Loi sur la mise en place en milieu de travail de comités paritaires de transition juste vers une économie écologiquement durable  
Présenté par le député d'Hochelaga-Maisonneuve le **8 octobre 2025**

- 18) Projet de loi n° 192  
Loi visant à assurer la santé et la sécurité des élèves en classe en encadrant la qualité de l'air ambiant dans les écoles  
Présenté par la députée de Saint-Laurent le **7 décembre 2022**
- 19) Projet de loi n° 193  
Loi modifiant la Charte des droits et libertés de la personne afin de reconnaître le droit à un environnement sain à titre de droit fondamental  
Présenté par la députée de Notre-Dame-de-Grâce le **1<sup>er</sup> février 2023**
- 20) Projet de loi n° 195  
Loi limitant le recours aux services d'une agence de placement de personnel et à de la main-d'œuvre indépendante dans le secteur des services de garde éducatifs à l'enfance  
Présenté par le député d'Hochelaga-Maisonneuve le **3 décembre 2025**
- 21) Projet de loi n° 196  
Loi modifiant la Loi sur les services de garde éducatifs à l'enfance afin de garantir le droit de recevoir des services de garde  
Présenté par la députée de Robert-Baldwin le **14 mars 2023**
- 22) Projet de loi n° 197  
Loi visant à améliorer la qualité des soins par la fixation de ratios dans certains établissements visés par la Loi sur les services de santé et les services sociaux  
Présenté par le député de Pontiac le **6 décembre 2022**
- 23) Projet de loi n° 198  
Loi proclamant la Journée nationale de sensibilisation à l'itinérance  
Présenté par la députée de D'Arcy-McGee le **9 octobre 2025**
- 24) Projet de loi n° 199  
Loi établissant un nouveau mode de scrutin  
Présenté par le député d'Hochelaga-Maisonneuve le **12 novembre 2025**
- 25) Projet de loi n° 390  
Loi favorisant la prise en compte de l'égalité des sexes et de la diversité dans une perspective intersectionnelle dans le processus budgétaire  
Présenté par la députée de Mercier le **21 mars 2023**

- 26) Projet de loi n° 391  
Loi modifiant la Loi sur l’instruction publique afin de consacrer le droit à la gratuité des projets pédagogiques particuliers offerts dans les écoles où est dispensé le service de l’éducation préscolaire ou de l’enseignement primaire et secondaire ainsi que de limiter la distance entre les immeubles d’une école à projet particulier  
Présenté par la députée de Saint-Laurent le **16 mars 2023**
- 27) Projet de loi n° 392  
Loi visant à lutter contre le gaspillage alimentaire  
Présenté par la députée de Verdun le **25 février 2026**
- 28) Projet de loi n° 393  
Loi modifiant la Loi sur le vérificateur général relativement à sa nomination  
Présenté par la députée de Mont-Royal–Outremont le **26 novembre 2025**
- 29) Projet de loi n° 394  
Loi concernant la mise en place de politiques de conciliation études-famille-travail notamment dans les établissements d’enseignement supérieur  
Présenté par le député d’Hochelaga-Maisonneuve le **5 décembre 2023**
- 30) Projet de loi n° 395  
Loi modifiant la Loi sur la Société de l’assurance automobile du Québec et d’autres dispositions législatives concernant les droits consentis sur un véhicule  
Présenté par le député de Nelligan le **4 décembre 2025**
- 31) Projet de loi n° 396  
Loi modifiant la Loi sur la réduction de la dette et instituant le Fonds des générations afin d’y prévoir l’atteinte d’une capitalisation de 100 milliards de dollars  
Présenté par le député de Marguerite-Bourgeoys le **16 mars 2023**
- 32) Projet de loi n° 397  
Loi visant à prévenir et à combattre les violences à caractère sexuel dans les établissements d’enseignement dispensant des services de l’éducation préscolaire, d’enseignement au primaire ou d’enseignement en formation générale ou professionnelle au secondaire, incluant les services éducatifs pour les adultes  
Présenté par la députée de Mercier le **27 avril 2023**

- 33) Projet de loi n° 398  
Loi modifiant la Loi sur l’instruction publique afin de consacrer le droit des élèves handicapés ou en difficulté d’adaptation ou d’apprentissage de recevoir des services éducatifs équivalents à ceux dispensés par l’école  
Présenté par la députée de Westmount–Saint-Louis le **20 avril 2023**
- 34) Projet de loi n° 399  
Loi modifiant la Loi sur la Caisse de dépôt et placement du Québec afin d’obliger la Caisse de dépôt et placement du Québec à faire des investissements ayant des impacts sociaux et environnementaux durables et à en rendre compte  
Présenté par le député de Maurice-Richard le **27 avril 2023**
- 35) Projet de loi n° 490  
Loi renforçant la majorité qualifiée requise pour la nomination et la destitution des personnes nommées par l’Assemblée nationale  
Présenté par le député de Nelligan le **18 avril 2023**
- 36) Projet de loi n° 491  
Loi visant à modifier la Loi sur les infrastructures publiques afin de soumettre les projets inscrits au plan québécois des infrastructures à un test climat  
Présenté par le député de Taschereau le **14 septembre 2023**
- 37) Projet de loi n° 492  
Loi modifiant certaines dispositions réglementaires afin de favoriser la protection des concurrents professionnels de sports de combat  
Présenté par le député de Marquette le **2 décembre 2025**
- 38) Projet de loi n° 493  
Loi modifiant la Loi sur l’immigration au Québec pour tenir compte des résidents temporaires aux fins de la planification de l’immigration  
Présenté par le député de Nelligan le **10 mai 2023**
- 39) Projet de loi n° 494  
Loi modifiant le Code civil afin de rendre sans effet les clauses d’un bail de logement qui tendent à interdire les animaux de compagnie  
Présenté par le député de Laurier-Dorion le **25 mai 2023**

- 40) Projet de loi n° 495  
Loi modifiant la Loi sur la gouvernance du système de santé et de services sociaux pour garantir l'accès d'un organisme ayant un projet d'économie sociale aux subventions allouées aux organismes communautaires  
Présenté par la députée de Laporte le **10 décembre 2025**
- 41) Projet de loi n° 497  
Loi visant à assurer la qualité de l'air  
Présenté par le député des Îles-de-la-Madeleine le **25 février 2026**
- 42) Projet de loi n° 498  
Loi retirant des freins à l'efficacité du système de santé  
Présenté par le député de Saint-Jérôme le **17 février 2026**
- 43) Projet de loi n° 591  
Loi visant principalement à renforcer le contrôle de l'action gouvernementale par un député en lui reconnaissant un droit de visite des institutions administratives  
Présenté par la députée de Sherbrooke le **21 mars 2024**
- 44) Projet de loi n° 592  
Loi édictant la Loi sur la régionalisation de l'immigration afin d'instituer des tables régionales de l'immigration et d'affirmer le rôle des régions dans l'accueil et l'intégration des personnes immigrantes  
Présenté par la députée de Rimouski le **26 février 2026**
- 45) Projet de loi n° 593  
Loi modifiant le Code civil afin d'interdire les évictions faites en vue de convertir un logement en hébergement touristique de courte durée  
Présenté par la députée des Mille-Îles le **4 octobre 2023**
- 46) Projet de loi n° 597  
Loi modifiant la Loi sur la qualité de l'environnement pour instaurer un droit d'initiative citoyenne en environnement et renforcer les pouvoirs et l'indépendance du Bureau d'audiences publiques sur l'environnement  
Présenté par la députée de Verdun le **1<sup>er</sup> février 2024**
- 47) Projet de loi n° 693  
Loi favorisant la contribution active à la société des prestataires du Programme de solidarité sociale  
Présenté par la députée de Notre-Dame-de-Grâce le **22 février 2024**

- 48) Projet de loi n° 694  
Loi modifiant le Code de la sécurité routière afin de lutter plus efficacement contre l'alcool au volant  
Présenté par le député de Nelligan le **19 mars 2024**
- 49) Projet de loi n° 695  
Loi sur le directeur parlementaire du budget  
Présenté par le député de Nelligan le **14 mars 2024**
- 50) Projet de loi n° 697  
Loi visant à lutter contre le gaspillage  
Présenté par le député des Îles-de-la-Madeleine le **23 avril 2024**
- 51) Projet de loi n° 699  
Loi modifiant la Charte des droits et libertés de la personne afin d'y consacrer le droit à un logement décent  
Présenté par le député de Laurier-Dorion le **4 juin 2024**
- 52) Projet de loi n° 790  
Loi visant à étendre aux usagers hébergés dans une résidence à assistance continue l'application du Règlement concernant les modalités d'utilisation de mécanismes de surveillance par un usager hébergé dans une installation maintenue par un établissement qui exploite un centre d'hébergement et de soins de longue durée  
Présenté par la députée de D'Arcy-McGee le **22 mai 2024**
- 53) Projet de loi n° 792  
Loi visant à accroître la présence du drapeau du Québec  
Présenté par le député de Matane-Matapédia le **30 mai 2024**
- 54) Projet de loi n° 793  
Loi sur le processus de publication des documents issus de l'enquête menée par Bernard Grenier au sujet des activités d'Option Canada à l'occasion du référendum tenu au Québec en octobre 1995  
Présenté par le député de Matane-Matapédia le **27 novembre 2024**
- 55) Projet de loi n° 794  
Loi déclarant l'engagement du Québec d'atteindre la carboneutralité d'ici 2050  
Présenté par la députée de Verdun le **7 novembre 2024**

- 56) Projet de loi n° 893  
Loi sur le maintien de l'autonomie des personnes âgées  
Présenté par le député des Îles-de-la-Madeleine le **3 décembre 2024**
- 57) Projet de loi n° 894  
Loi visant à étendre l'admissibilité au régime d'assurance maladie et au régime général d'assurance médicaments à toutes les femmes ou à toutes les personnes enceintes vivant au Québec sans égard à leur statut migratoire  
Présenté par le député de Saint-Henri–Sainte-Anne le **4 décembre 2024**
- 58) Projet de loi n° 895  
Loi établissant un réseau scolaire commun afin de garantir l'égalité des chances  
Présenté par la députée de Mercier le **19 février 2025**
- 59) Projet de loi n° 896  
Loi visant à indemniser les municipalités locales lors de la cession de terrains destinés à la construction ou à l'agrandissement d'écoles  
Présenté par la députée de Sherbrooke le **13 février 2025**
- 60) Projet de loi n° 897  
Loi modifiant le Code de la sécurité routière afin de prévoir la délivrance obligatoire d'un avis de paiement au propriétaire d'un véhicule routier immatriculé ou au titulaire de certains permis  
Présenté par le député de Nelligan le **19 mars 2025**
- 61) Projet de loi n° 898  
Loi visant à renforcer l'encadrement des augmentations de loyer d'un bail de logement  
Présenté par le député de Laurier-Dorion le **3 avril 2025**
- 62) Projet de loi n° 899  
Loi modifiant le Code de la sécurité routière afin d'obliger la Société de l'assurance automobile du Québec à conclure des ententes avec des ministères ou organismes en vue de l'application de certaines lois  
Présenté par le député de Nelligan le **3 avril 2025**
- 63) Projet de loi n° 990  
Loi modifiant la Loi sur les normes du travail afin d'encadrer l'exercice du télétravail  
Présenté par le député d'Hochelaga-Maisonneuve le **1<sup>er</sup> mai 2025**

- 64) Projet de loi n° 991  
Loi sur la procédure de sélection et de nomination des décideurs administratifs indépendants et de renouvellement de leur mandat  
Présenté par le député de l'Acadie le **27 mai 2025**
- 65) Projet de loi n° 992  
Loi visant à créer un comité chargé de formuler des recommandations sur les critères de fixation ou de réajustement de loyer  
Présenté par la députée des Mille-Îles le **24 avril 2025**
- 66) Projet de loi n° 993  
Loi modifiant le Code du travail afin d'assurer des pratiques syndicales transparentes et démocratiques  
Présenté par le député de Saint-Jérôme le **30 avril 2025**
- 67) Projet de loi n° 994  
Loi favorisant la santé sexuelle et reproductive par un accès amélioré à la contraception  
Présenté par la députée de Mercier le **7 mai 2025**
- 68) Projet de loi n° 995  
Loi visant à établir un cadre de surveillance et de régulation des polluants émergents  
Présenté par la députée des Mille-Îles le **22 mai 2025**

*Étude détaillée en commission*

- 69) Projet de loi n° 194  
Loi instaurant une présomption de consentement au don d'organes ou de tissus après le décès  
Présenté par le député de Pontiac le 26 avril 2023  
Principe adopté le **9 juin 2023**, et  
Renvoyé à la Commission de la santé et des services sociaux
- 70) Projet de loi n° 496  
Loi visant à reconnaître l'amiral blanc en tant qu'insecte emblématique du Québec  
Présenté par la députée d'Argenteuil le 9 juin 2023  
Principe adopté le **24 février 2026**, et  
Renvoyé à la Commission de la culture et de l'éducation

*Prise en considération de rapports de commissions*

*Adoption*

### **III. Projets de loi d'intérêt privé**

- 71) Projet de loi n° 201  
Loi concernant le Monastère des Ursulines de Québec  
Présenté par le député de Taschereau le **13 novembre 2025**

*Consultation et étude détaillée en commission*

- 72) Projet de loi n° 200  
Loi concernant Le Country Club de Montréal  
Présenté par la députée de Laporte le **13 novembre 2025**, et  
Renvoyé à la Commission des finances publiques
- 73) Projet de loi n° 203  
Loi visant à octroyer certains pouvoirs temporaires à la Ville de Rivière-du-Loup  
Présenté par le député de Matane-Matapédia le **9 décembre 2025**, et  
Renvoyé à la Commission de l'aménagement du territoire

*Adoption du principe*

*Adoption*

### **IV. Motions du gouvernement**

### **V. Crédits budgétaires**

- 74) Crédits budgétaires pour l'année financière se terminant le 31 mars 2027 déposés par la ministre responsable de l'Administration gouvernementale et de l'Efficacité de l'État et présidente du Conseil du trésor le 18 mars 2026 et renvoyés pour étude aux commissions permanentes le **19 mars 2026**.

### **VI. Débats statutaires**

### **AFFAIRES INSCRITES PAR LES DÉPUTÉS DE L'OPPOSITION**

Partie 3

**PROJETS DE LOI ADOPTÉS**

*(Projets de loi non sanctionnés)*

## Partie 4

### TRAVAUX DES COMMISSIONS

*Le calendrier détaillé des travaux de chaque commission peut être consulté dans le site Internet de l'Assemblée*

#### COMMISSION DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE

#### COMMISSION DE L'ADMINISTRATION PUBLIQUE

#### **Mandats réglementaires**

- Audition du ministère de l'Éducation du Québec, du Centre de services scolaire de l'Énergie, du Centre de services scolaire de l'Or-et-des-Bois, du Centre de services scolaire du Fer, de la Commission scolaire Central Québec et de la Commission scolaire New Frontiers sur le chapitre 4 du rapport de novembre 2024 du Vérificateur général intitulé « Réussite éducative des élèves autochtones ».
- Audition du ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs et du ministère des Transports et de la Mobilité durable sur le chapitre 4 du rapport d'avril 2024 de la commissaire au développement durable intitulé « Fonds d'électrification et de changements climatiques ».

#### COMMISSION DE L'AGRICULTURE, DES PÊCHERIES, DE L'ÉNERGIE ET DES RESSOURCES NATURELLES

#### COMMISSION DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

#### **Mandats de l'Assemblée**

##### Consultations particulières :

- **Projet de loi n° 20**, Loi édictant la Loi visant à favoriser l'accès au logement et modifiant diverses dispositions concernant le domaine de l'habitation (mandat confié le 18 mars 2026).

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 13**, Loi visant à favoriser la sécurité et le sentiment de sécurité de la population et modifiant diverses dispositions (mandat confié le 10 février 2026).
- **Projet de loi n° 203**, Loi visant à octroyer certains pouvoirs temporaires à la Ville de Rivière-du-Loup (mandat confié le 9 décembre 2025).

**COMMISSION DE LA CULTURE ET DE L'ÉDUCATION**

**Mandats de l'Assemblée**

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 496**, Loi visant à reconnaître l'amiral blanc en tant qu'insecte emblématique du Québec (mandat confié le 24 février 2026).

**COMMISSION DE L'ÉCONOMIE ET DU TRAVAIL**

**Mandats de l'Assemblée**

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 11**, Loi modifiant diverses dispositions principalement aux fins d'allègement du fardeau réglementaire et administratif (mandat confié le 17 février 2026).

**COMMISSION DES FINANCES PUBLIQUES**

**Mandats de l'Assemblée**

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 5**, Loi visant à accélérer l'octroi des autorisations requises pour la réalisation des projets prioritaires et d'envergure nationale (mandat confié le 17 février 2026).
- **Projet de loi n° 7**, Loi visant à réduire la bureaucratie, à accroître l'efficacité de l'État et à renforcer l'imputabilité des hauts fonctionnaires (mandat confié le 4 décembre 2025).
- **Projet de loi n° 200**, Loi concernant Le Country Club de Montréal (mandat confié le 13 novembre 2025).

## COMMISSION DES INSTITUTIONS

### COMMISSION DES RELATIONS AVEC LES CITOYENS

#### **Mandats de l'Assemblée**

##### Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 12**, Loi instituant la prestation de services de garde éducatifs à l'enfance par les personnes reconnues à titre de responsables d'un service de garde éducatif en communauté (mandat confié le 18 février 2026).

#### **Mandats réglementaires**

##### Interpellation :

- Du député de Taschereau à la ministre responsable de la Solidarité sociale et de l'Action communautaire sur le sujet suivant : *Le milieu communautaire au bout du rouleau : des conditions insuffisantes pour répondre aux besoins de la population* (avis donné le 19 mars 2026).

## COMMISSION DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

#### **Mandats de l'Assemblée**

##### Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 15**, Loi modifiant le Code des professions et d'autres dispositions principalement afin d'alléger les processus réglementaires du système professionnel et d'élargir certaines pratiques professionnelles dans le domaine de la santé et des services sociaux (mandat confié le 19 février 2026).
- **Projet de loi n° 106**, Loi visant principalement à instaurer la responsabilité collective et l'imputabilité des médecins quant à l'amélioration de l'accès aux services médicaux (mandat confié le 1<sup>er</sup> octobre 2025).
- **Projet de loi n° 194**, Loi instaurant une présomption de consentement au don d'organes ou de tissus après le décès (mandat confié le 1<sup>er</sup> octobre 2025).

## COMMISSION DES TRANSPORTS ET DE L'ENVIRONNEMENT

Partie 5  
**QUESTIONS ÉCRITES**  
*Les questions déjà inscrites paraissent  
au Feuilleton du mercredi*

107) M. Bérubé (Matane-Matapédia) – **24 mars 2026**  
À la ministre de l'Éducation

L'Indice de milieu socio-économique (IMSE) est calculé annuellement à partir des données associées aux élèves de l'école. Cette mise à jour annuelle apporte généralement peu de changement, puisque les unités de peuplement, qui servent de base territoriale au calcul de l'indice par école, ne changent pas entre les recensements. Or, la mise à jour pour la prochaine année scolaire (2026-2027) a été faite à partir des données du recensement de 2021 et il est plus que raisonnable de croire que les profonds changements démographiques liés à l'immigration qui ont eu lieu entre 2021 et 2026 rendent déjà caduque la mise à jour proposée.

Cet indice jouant un rôle central dans l'attribution de précieuses ressources auprès des élèves les plus vulnérables, il doit être suivi de près. Or, plusieurs limites émergent depuis de nombreuses années, créant des distorsions dans la mise en œuvre de l'indice sur le terrain :

1. Une dépendance au recensement fédéral. Sous le gouvernement de Stephen Harper, par exemple, dix ans se sont écoulés entre deux recensements, cela nuit grandement à l'autonomie du Québec dans l'administration de ses outils. Pourquoi ne pas avoir accès aux données de Revenu Québec? Le Vérificateur général du Québec y avait pourtant eu accès pour le ministère de la Famille lors de l'émission de son rapport d'octobre 2020 sur l'accessibilité aux services de garde éducatifs à l'enfance.
2. Des variables à réévaluer. Notamment le taux d'activité, qui peut cacher des réalités complexes de plus en plus fréquentes (emploi précaire, temps partiel, etc.).
3. Une agrégation géographique qui masque les disparités internes. L'IMSE est attribué à partir de la zone de résidence de l'élève, et non de sa situation familiale réelle. Des élèves vivant dans des conditions très différentes peuvent ainsi se voir attribuer le même indice s'ils habitent la même unité de peuplement.

4. Un effet de seuil aux effets imprévisibles sur les milieux. Une réalité socioéconomique peut être exactement la même dans un milieu, mais celui-ci peut se voir classer différemment et perdre d'importantes ressources parce que la situation se dégrade ailleurs.
5. Une nécessaire autonomie statistique. Rendre les opérations gouvernementales indépendantes, lorsque cela est possible, de Statistique Canada ou de l'OCDE, pour plus d'efficacité et de flexibilité.

Revenu Québec détient pourtant des données fiscales annuelles dénominalisées sur l'ensemble des familles dont les enfants fréquentent les écoles québécoises. Ces données, plus précises et actualisées annuellement, permettraient de calculer l'IMSE à partir de la situation économique réelle de chaque famille plutôt que d'estimations basées sur des modèles statistiques territoriaux. Cette approche garantirait également l'autonomie statistique du Québec face aux aléas du recensement fédéral. Cela fait plus de vingt ans que le ministère lui-même reconnaît les limites au modèle actuel.

En conséquence, j'aimerais demander à la ministre de l'Éducation de répondre aux questions suivantes :

1. Le ministère de l'Éducation (MEQ) a-t-il mené des études ou analyses sur la faisabilité d'utiliser les données fiscales dénominalisées de Revenu Québec pour le calcul de l'IMSE ? Dans l'affirmative, quelles en sont les conclusions?
2. Des échanges ont-ils eu lieu entre le MEQ et Revenu Québec au sujet d'un partage de données fiscales à des fins de calcul de l'IMSE ? Si oui, à quelles dates et avec quels résultats?
3. Quels obstacles légaux, techniques ou administratifs ont été identifiés à l'utilisation des données de Revenu Québec pour le calcul de l'IMSE?
4. Le gouvernement envisage-t-il de modifier le cadre légal applicable afin de permettre un tel partage de données entre Revenu Québec et le MEQ? Dans la négative, pour quelles raisons?

108) M. Arseneau (Îles-de-la-Madeleine) – 24 mars 2026  
À la ministre de la Santé

En 2023, le documentaire *Père 100 enfants* faisait état de la situation du don de sperme artisanal au Québec. Dans le documentaire, on découvre que les procédures sont très peu encadrées et que les femmes peuvent être victimes de situations frauduleuses. On constate que, dans certaines situations, les femmes se font mentir quant à la santé du donneur et de son nombre de dons faits auparavant. On découvre notamment qu'un père et son fils reconnaissent avoir fait de multiples dons, pour respectivement 109 et 240 enfants. Les mères qui ont utilisé leurs services ont tenté de savoir leur nombre de dons préalablement, mais se sont fait mentir à plusieurs reprises. Selon certaines mères, ces nombres pourraient même être plus élevés, atteignant respectivement jusqu'à 162 et 400 enfants chacun. Une hypothèse est aussi émise selon laquelle les deux hommes continuent actuellement à faire des dons.

D'un point de vue de santé publique, il nous apparaît inquiétant qu'un père et son fils soient les pères biologiques de plus de 350 enfants au Québec. Selon les experts, les risques de maladies génétiques sont importants lorsqu'une grande quantité d'enfants sont parents. D'ailleurs, nous sommes concernés par l'honnêteté des donneurs dans un tel processus de don artisanal. Dans le documentaire, il est possible d'apprendre que l'un des donneurs est porteur d'un gène défectueux. Or, cette information a été cachée des femmes concernées. Aussi, les experts considèrent la santé psychologique et physique qui peut être négligée lors du processus de don artisanal.

À la suite du visionnement du documentaire *Père 100 enfants*, l'ancien ministre de la Santé a demandé au directeur national de santé publique, le Dr Luc Boileau, de lui fournir des recommandations sur les dons de spermes artisanaux multiples.

Le MSSS a aussi affirmé vouloir appliquer les recommandations du Comité central d'éthique clinique en procréation médicalement assistée. Ce comité a été mandaté par le ministère de la Santé et des Services sociaux pour établir des recommandations sur les actions à mettre en place pour favoriser l'accès aux dons de gamètes (sperme et ovules) et d'embryons tout en prévenant les situations préjudiciables. Leur avis porte plus spécifiquement sur le nombre maximum de dons d'ovules ou de sperme par personne.

Mes questions à la ministre de la Santé :

- 1- Est-ce que la ministre peut faire l'état des changements qui ont été mis en place pour donner suite aux recommandations de la santé publique sur les dons de sperme artisanaux multiples?
- 2- Est-ce que la ministre peut faire l'état des changements qui ont été mis en place pour donner suite aux recommandations du Comité central d'éthique clinique en procréation médicalement assistée, sur les actions à mettre en place pour favoriser l'accès aux dons de gamètes et d'embryons tout en prévenant les situations préjudiciables, plus spécifiquement sur le nombre maximum de dons d'ovules ou de sperme par personne?
- 3- Est-ce que la ministre a la volonté d'encadrer le don de sperme artisanal? Si oui, quelles sont les solutions qu'elle compte mettre en place?

109) Mme Dufour (Mille-Îles) – **24 mars 2026**

Au ministre de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs

Selon un article publié dans *Le Devoir*, plus d'un an après avoir annoncé son intention d'interdire l'installation de systèmes de chauffage au gaz naturel fossile dans les bâtiments, le gouvernement du Québec n'a toujours pas modifié la réglementation pour donner suite à cet engagement. Cette promesse avait pourtant été formulée en marge de la COP29 sur le climat, où Québec avait indiqué que les bâtiments neufs et existants devraient utiliser uniquement des énergies 100 % renouvelables d'ici 2040.

Or, le règlement qui devait notamment interdire l'installation de fournaies au gaz naturel dans les petits bâtiments résidentiels neufs à compter de 2026 n'a toujours pas été adopté. Selon les informations rapportées, les ministères responsables de l'environnement et de l'énergie n'ont pas été en mesure d'expliquer ce retard ni de fournir d'échéancier pour la mise en œuvre de cette mesure.

Pendant ce temps, plusieurs promoteurs immobiliers et experts du secteur du bâtiment affirment vouloir construire des bâtiments chauffés à l'énergie décarbonée, mais soutiennent être désavantagés tant que les règles ne sont pas clarifiées et appliquées de manière uniforme.

Dans ce contexte, est-ce que le ministre peut nous dire pourquoi le règlement visant à interdire l'installation de systèmes de chauffage au gaz naturel fossile dans les bâtiments neufs n'a toujours pas été adopté, et quel est l'échéancier précis que le gouvernement prévoit pour sa mise en œuvre?

110) Mme Dufour (Mille-Îles) – **24 mars 2026**

Au ministre de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs

Un reportage récent de l'émission La semaine verte révèle que le gouvernement fédéral subventionne depuis 2022 l'utilisation d'engrais enrobés de polymères plastiques, une pratique qui contribue à l'introduction de microplastiques dans l'environnement.

Or, selon les informations rendues publiques, des scientifiques du gouvernement fédéral avaient initialement conclu que l'efficacité de ces produits demeurait incertaine et que les preuves scientifiques étaient contradictoires pour justifier un tel soutien financier.

Par ailleurs, un nombre croissant d'études scientifiques indiquent que ces enrobages plastiques peuvent se fragmenter en microplastiques persistants dans les sols et les cours d'eau. Malgré ces préoccupations, plusieurs millions de dollars de fonds publics fédéraux ont été distribués au Québec dans le cadre de ce programme, notamment pour les saisons 2024 et 2025.

Pendant ce temps, l'Union européenne prévoit interdire les enrobages d'engrais faits de polymères non biodégradables à partir de 2028, invoquant justement les risques environnementaux associés aux microplastiques.

Dans ce contexte, le ministre peut-il nous dire si le gouvernement du Québec a évalué les impacts environnementaux de l'utilisation de ces polymères plastiques et s'il compte revoir l'encadrement ou l'utilisation de fonds publics liés à ces pratiques?

Partie 6  
**PRÉAVIS**

**I. PRÉAVIS DÉJÀ PARUS**

**Projets de loi du gouvernement**

- a) 19 mars 2026  
Loi visant principalement à mieux accompagner les personnes dont l'état mental pourrait représenter un risque pour leur propre sécurité ou celle d'autrui – *ministre responsable des Services sociaux*

**Projets de loi publics au nom des députés**

**Projets de loi d'intérêt privé**

- b) 19 mars 2026  
Loi concernant la Ville de Gatineau – *député de Chapleau*

**II. NOUVEAUX PRÉAVIS**

- aa) Loi bonifiant les pouvoirs d'intervention des municipalités et modifiant d'autres dispositions législatives – *ministre des Affaires municipales*